



Règlement de la consultation (RC)

Accord Cadre relatif à la fourniture et l'installation de mobilier à la CPAM la Manche

CPAM de la Manche

PROCEDURE ADAPTEE

Date limite remise de offres : 10/06/2025

Heure limite : 12h00

Numéro du marché : 2025CP5001PA01 à 03

Accord Cadre en procédure adaptée, passé en application des articles R2123-1, R2123-5, L.2125-1 du Code de la Commande Publique.



Table des matières

Article 1 – Objet de la consultation.....	3
1.1 Objet du contrat	3
1.2 Décomposition en lots	3
1.3 Forme de l'accord-cadre	3
Article 2 – Dispositions générales	3
2.1 Durée du contrat – délai d'exécution	3
2.2 Forme juridique de l'attributaire	3
2.3 Délai de validité des propositions.....	3
2.4 Variantes	4
2.5 Paiements	4
2.6 Confidentialité et mesures de sécurité.....	4
Article 3 – Dossier de consultation.....	4
3.1 Contenu du dossier de consultation	4
3.2 Modification de détail du dossier de consultation	4
Article 4 – Présentation des candidatures et des offres	4
4.1 Pièces de la candidature	4
4.2 Pièces justificatives à fournir à l'appui de l'offre.....	5
Article 5 – Critère de jugement des offres pour les lots 1, 2 et 3	5
5.1 Examen des candidatures.....	5
5.2 Jugement des offres	6
Article 6 – Négociation	7
Article 7 – Conditions d'envoi ou de remise des plis	7
7.1 Condition de dématérialisation.....	7
7.2 Modalités d'envoi des propositions dématérialisées.....	8
7.3 Modalités de signature des offres.....	9
Article 8 – Renseignements complémentaires.....	10
Article 9 - Voies de recours	10

Article 1 – Objet de la consultation

1.1 Objet du contrat

Le présent marché a pour objet la fourniture, la livraison, le montage et l'installation de mobiliers destinés à l'ensemble des sites de la CPAM de La Manche.

Les caractéristiques techniques des prestations attendues dans le cadre du marché objet de la présente consultation sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Lieux d'exécution : sites de la CPAM de la Manche, détails à l'article 3 du CCTP.

1.2 Décomposition en lots

Le marché se décompose en 3 lots, comme suit :

- Lot 1 Mobiliers
- Lot 2 Fauteuils et chaises
- Lot 3 Mobilier acoustique

Les candidatures peuvent concerner un ou plusieurs lots. Les candidats doivent présenter une offre distincte pour chaque lot auquel ils répondent.

1.3 Forme de l'accord-cadre

Les lots 1, 2 et 3 de l'accord-cadre sont mono-attributaires. Un seul titulaire sera retenu par lot.

L'accord-cadre est exécuté par la signature de marché subséquent (acte d'engagement ATTRI) et l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins exprimés par la CPAM de la Manche.

L'accord-cadre est conclu sans minimum, avec un maximum de 140 000 € HT pour l'ensemble des lots et sur sa durée totale, reconductions incluses.

Le montant maximum de chaque lot est le suivant :

- | | |
|-------------------------------|-------------|
| - Lot 1 Mobilier : | 60 000 € HT |
| - Lot 2 Fauteuil : | 40 000 € HT |
| - Lot 3 Mobilier acoustique : | 40 000 € HT |

Chaque lot du présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Article 2 – Dispositions générales

Le présent accord-cadre comprend des considérations environnementales.

2.1 Durée du contrat – délai d'exécution

La durée de validité de l'accord-cadre est fixée à 1 an, à compter de la notification de l'accord cadre, reconductible 3 fois, tacitement dans les conditions définies au CCAP, par période d'un an, soit une durée maximale de 4 ans. Le délai d'exécution des bons de commande est déterminé dans le CCAP.

2.2 Forme juridique de l'attributaire

Le candidat peut se présenter seul ou sous forme de groupement.

2.3 Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

2.4 Variantes

Les variantes sont admises.

2.5 Paiements

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures conformes.

2.6 Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

Article 3 – Dossier de consultation

3.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe, le Bordereaux des prix unitaires,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), et son annexe RGPD,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le présent règlement de consultation

3.2 Modification de détail du dossier de consultation

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à apporter des modifications au dossier de consultation.

En revanche, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au Dossier de Consultation. Dans cette hypothèse, les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 – Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro. Si les offres sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les dossiers devront être déposés sur la plateforme PLACE avant la date et heure indiquées en page de garde du présent Règlement de Consultation.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces décrites ci-dessous.

4.1 Pièces de la candidature

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces visées ci-dessous relatives à cet intervenant. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du présent marché.

Pour la présentation des éléments de leur candidature, les candidats peuvent utiliser le Document Unique de Marché Européen simplifié (DUME).

Justificatifs administratifs de candidature :

- Déclaration sur l'honneur ou Formulaire DC1 Lettre de candidature : Formulaire disponible sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- Déclaration chiffre d'affaires ou formulaire DC2 Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement : Formulaire disponible sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- Situation de redressement judiciaire :
Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.
- Référence de contrats similaires : présentation d'une liste des principaux contrats au cours des 3 dernières années, indiquant le montant et le destinataire public ou privé,

4.2 Pièces justificatives à fournir à l'appui de l'offre

- L'acte d'engagement complété, daté et signé,
- Son annexe le bordereau des prix unitaires complété, daté et signé,
- Un mémoire technique présentant :
 - o Les moyens techniques et humains du candidat (nombre d'agences sur le secteur, nombre de salariés, leur formation, matériels mis à disposition pour la réalisation du marché, liste non exhaustive),
 - o La présentation détaillée des produits proposés : fiches techniques, plans, photos, etc...
 - o L'organisation générale du candidat ou les démarches entreprises en terme de développement durable, composition des mobiliers proposés, éco-labels, recyclage, ...
 - o La description du processus de livraison, montage, service après-vente et des garanties produits, reprise de mobiliers vétustes,

En cas de groupement conjoint, les membres du groupement doivent indiquer dans leur offre la répartition détaillée des prestations que chacun d'entre eux s'engage à exécuter. Pour les candidats constitués en groupement, il est précisé que les documents demandés ci-dessus devront être produits pour chacun des membres du groupement.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché, devra produire, dans un délai maximum de 10 jours (à compter de la demande écrite du Maître d'ouvrage), l'ensemble des certificats sociaux et fiscaux.

En cas de non-présentation de tout ou partie de ces documents, le soumissionnaire verra son offre rejetée au profit de l'offre du candidat arrivant en 2^e position et ainsi de suite.

Article 5 – Critère de jugement des offres pour les lots 1, 2 et 3

5.1 Examen des candidatures

Les candidatures seront examinées au regard des points suivants de la présence de l'ensemble des documents demandés, de la validité des informations transmises, de la capacité économique et financière et des références professionnelles.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que les pièces mentionnées à l'article 4 ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai qui sera fixé ultérieurement par le pouvoir adjudicateur.

5.2 Jugement des offres

Les offres devront être conformes aux prescriptions du C.C.T.P (Cahier des Clauses Techniques Particulières) et correspondre à l'offre de base (Annexe de l'acte d'engagement : bordereau des prix).

Sur la base de critères ci-dessous énoncés, le Pouvoir Adjudicateur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse :

○ **Prix 40 %**

Les prix seront analysés à partir des montants indiqués dans l'annexe de l'acte d'engagement ainsi que sur le pourcentage de réduction appliquée au(x) catalogue(s).

Dans le cadre de cette analyse, les candidats dont les offres financières seront jugées incohérentes pourront être questionnés par le pouvoir adjudicateur.

La procédure du présent marché étant la procédure adaptée, en cas d'incohérence de prix unitaires ou de quantitatifs, les propositions pourront être réévaluées.

Pour tous les lots : la formule suivante sera appliquée : $40 \times (\text{prix le plus bas} / \text{prix du candidat})$

Le Pouvoir Adjudicateur peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles notamment financières du marché.

Lors de l'examen des offres, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaire.

○ **Valeur technique 45 %**

- Qualité du mobilier : respect des préconisations techniques, solidité, ergonomie, esthétisme - 25 pts,
- Modalités SAV/livraison/montage/garanties : modalités de livraison/ montage des mobiliers sur les différents sites, d'enlèvements des anciens mobiliers le cas échéant, pérennité des pièces détachées, délai d'intervention, délai de réapprovisionnement, durée de la garantie - 20 pts

○ **Démarche environnementale 15 %**

Fourniture de certificats écolabels, charte/politique de développement durable interne ou équivalents, matériaux utilisés dans la composition des mobiliers, recyclage des anciens mobiliers, gestion des déchets et traçabilité, optimisation du poste logistique.

ATTENTION : En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de 2 mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

La somme des 3 critères sera effectuée pour chaque offre afin d'obtenir un classement définitif. Celui-ci fera ressortir, par la note la plus haute obtenue, l'offre économiquement la plus avantageuse, pour chaque lot.

Des échantillons sont demandés :

Pour le lot 1 : un nuancier et un catalogue de la gamme,

Pour le lot 2 : un nuancier et un catalogue de la gamme, un fauteuil de bureau et un fauteuil téléopérateur,

Pour le lot 3 : un nuancier et un catalogue de la gamme, un panneau acoustique à suspendre

Les échantillons du lot 2 et 3 seront testés par le personnel du Service Gestion Immobilière et Logistique. Les candidats déposeront leurs échantillons au maximum le jour de la date limite de remise des offres à CPAM de la Manche, Service Gestion Immobilière et Logistique, Montée du Bois André - 50000 Saint-Lô.

Ils seront remis à disposition du candidat 1 mois après la réception de ces-derniers. Les candidats récupéreront leurs échantillons à la même adresse, sans frais pour le pouvoir adjudicateur.

Article 6 – Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager des négociations avec les candidats ayant déposé une offre.

Si le pouvoir adjudicateur décide d'engager des négociations, il le fera avec l'ensemble des candidats sélectionnés, en respectant les principes inhérents à la commande publique, à savoir : transparence de la procédure, égalité de traitement entre les soumissionnaires.

Le jugement des offres restantes sera effectué sur la base des critères pondérés annoncés à l'article 5.2 ci-dessus.

Article 7 – Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats. Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre.

En application de l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, les candidatures et offres devront être obligatoirement remises par voie électronique, via la plateforme PLACE.

7.1 Condition de dématérialisation

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes sous forme dématérialisée, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sous la forme « dématérialisée » sera examinée.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, l'acheteur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel l'acheteur pourra télécharger gratuitement un outil en

permettant la lecture. A défaut, l'acheteur se réserve la possibilité de rejeter la candidature ou l'offre du candidat.

standard.zip, Adobe® Acrobat®.pdf, Rich Text Format.rtf, .doc ou .xls ou .ppt, le cas échéant, le format DWF, ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, png

Le soumissionnaire est invité à ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros", traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

Les fichiers devront respecter les règles de nommages suivantes :

Le nom des fichiers électronique devra correspondre à la liste des pièces justificatives à fournir à l'appui de la candidature ou de l'offre. S'il s'agit d'une pièce complémentaire, le nom du fichier électronique devra correspondre au contenu dudit fichier (exemple : fiche produit xyz).

7.2 Modalités d'envoi des propositions dématérialisées

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des prérequis de la plateforme de dématérialisation PLACE et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise.

En cas de difficulté quant au dépôt du dossier, le candidat est invité à se rapprocher du support technique de la plateforme PLACE.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Les candidats peuvent répondre de manière séparée pour chaque lot ou transmettre une réponse pour plusieurs lots, par un envoi unique. L'identification du ou des lots concerné(s) doit dans ce cas être sans ambiguïté. L'acheteur doit en effet pouvoir séparer sans difficulté l'offre propre à chaque lot au moment de l'ouverture des plis. Si plusieurs offres sont faites par un soumissionnaire pour un même lot, la dernière offre sera retenue.

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrage de son offre avant envoi et accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

En cas de programme informatique malveillant ou "virus" :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par le maître de l'ouvrage peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

L'acheteur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Copie de sauvegarde : conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde (annexe 6 du code de la commande publique), lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique (CD, clé USB ...) envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

Un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique

Une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si l'acheteur impose la remise des candidatures et des offres signées, la copie de sauvegarde devra également être signée par le candidat. Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par l'acheteur s'il n'est pas ouvert. Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

CPAM de la Manche, Saint-Lô

TSA 99998 - 50012 Saint-Lô

Pli pour la consultation : 2025CP5001PA01 à 03

NE PAS OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

Pour la conclusion et la notification du marché, l'offre transmise par voie électronique sera re-matérialisée par le pouvoir adjudicateur sous format papier.

7.3 Modalités de signature des offres

Les offres transmises par voie électronique doivent être signées.

L'acheteur laisse la possibilité aux candidats de signer les candidatures et offres via une signature électronique ou de signer manuscritement les documents, puis de les scanner afin qu'ils soient intégrés sur le profil d'acheteur.

Si le candidat opte pour la signature électronique, les offres devront être signées au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par l'annexe 12 du code de la commande publique (arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique).

Le certificat de signature électronique utilisé doit être conforme au règlement n°910/2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques dit « eIDAS ».

La signature doit être une signature « avancée » reposant sur un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement.

- La liste de ces prestataires est publiée, pour la France, par l'ANSSI : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>
- Pour les candidats européens, la Commission européenne tient également une liste des prestataires de confiance : <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR/3>

Le candidat peut également utiliser un certificat ne figurant sur aucune de ces listes mais délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement.

Si le candidat utilise un autre outil de signature que celui du profil acheteur, il doit transmettre le « mode d'emploi » permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique. En revanche, lorsque le signataire utilise le certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur, il est dispensé de transmettre la procédure de vérification de la signature électronique.

Seuls les formats de signature PAdES, CAdES et XAdES sont acceptés.

La signature du marché pourra être réalisée de manière électronique, ou manuscrite si l'attributaire ne dispose pas de la signature électronique.

Dans l'hypothèse d'une signature électronique, le certificat de signature utilisé doit répondre aux conditions indiquées ci-dessus.

Article 8 – Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, les soumissionnaires pourront faire parvenir leurs questions écrites à partir de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.achatpublic.com>)

Les candidats adressent leur demande sur PLACE dix jours calendaires au plus tard avant la date limite de remise des offres. Une réponse sera alors adressée, par écrit sur la plate-forme de dématérialisation, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, six jours au plus tard avant la date limite de remise des offres.

Article 9 - Voies de recours

Organe chargé des procédures de recours :

Tribunal Judiciaire – 10a rue Palais de justice, 50200 Coutances.

Les candidats disposent des voies de recours suivantes :

- le référé précontractuel, selon l'article D 211-10-2 du Code de l'organisation judiciaire, antérieur à la date de signature du marché par le pouvoir adjudicateur (Article L 1441-1 à L 1441-3 du CPC.)
- le référé contractuel (Cette procédure a été introduite pour les contrats de droit privé par l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 qui organise sa mise en œuvre devant le juge des référés du Tribunal de Grande Instance)